Maurice HALBWACHS (1933)

« La loi en sociologie. »

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Maurice Halbwachs (1933)

« La loi en sociologie. »

Une édition électronique réalisée de l'article « La loi en sociologie » (1933). Paris : **Science et loi**. Félix Alcan, 5^e semaine internationale de synthèse, 1934. (pages 173 à 196). Date de parution.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 5 juin 2002 à Chicoutimi, Québec.

Maurice Halbwachs

« La loi en sociologie »

(1933) *

Après les grandes sciences constituées et consacrées depuis longtemps, voici venir la sociologie, fermant la marche, avec son modeste bagage. M. Abel Rey rappelait, dans la conférence qui ouvrait cette série, que les prescriptions religieuses, morales et politiques furent sans doute à l'origine le modèle et le prototype des lois scientifiques ¹. Mais la société, qui a jeté ainsi sur le monde des objets inertes et même organiques tout un filet de lois, semble refuser de s'y laisser prendre elle-même. C'est pourquoi on a pu se demander s'il y a des lois en sociologie, et que la question reste sans doute posée. Nous la supposons cependant résolue, et, admettant que les relations régulières reconnues jusqu'ici entre les faits sociaux sont des lois, nous tenterons d'apercevoir leurs traits distinctifs.

Au minimum, et pour retenir les caractères qu'elle présente dans toutes les sciences de la nature, une loi nous paraît être toujours une relation tirée d'une observation *matérielle*, et, de préférence, *quantitative* ², qui se présente sous la

* Extrait de *Science et loi*, Paris, Alcan, 5e Semaine internationale de synthèse, 1934 [date de parution].

¹ Voir là-dessus le livre de F. M. Cornford, *From religion to philosophy, a study in the origins of western speculation*, Londres, 1912, notamment : the order of Nature « sacred », because once continuous with human society, p. 50 ; « Moira a projection of Nomos », p. 54 ; « The social structure projected to include the order of Nature », p. 59, etc.

² Il y a sans doute en sociologie des relations régulières entre des données qualitatives qui relèvent surtout de la description : par exemple l'existence de doubles obsèques (les

forme d'une proposition *générale*, et (bien que, sur ce point, l'on puisse discuter) qui soit *spécifique*, c'est-à-dire qui s'établisse entre des termes homogènes, du même ordre ou du même domaine : explication du mécanique par le mécanique, du biologique par le biologique, etc.

Mais ajouterons-nous qu'une loi doit être simple ?

Dans la 48e leçon du Cours *de philosophie positive*, intitulée : « Caractères fondamentaux de la méthode physique dans l'étude rationnelle des phénomènes sociaux », Auguste Comte nous dit que la règle qui prescrit au savant d'aller du simple au composé ne convient qu'aux sciences inorganiques, telles que la physique et la chimie. En réalité, il faut aller toujours du connu à l'inconnu. Mais, quand il s'agit de l'homme et de la société, l'ensemble est mieux connu. « C'est la corrélation du phénomène qui doit nous guider dans leur exploration directe... Toute étude isolée des divers éléments sociaux. est nécessairement irrationnelle et stérile ¹. »

Si, ayant à parler de la loi en sociologie, nous rappelons d'abord ces formules de celui qui a, le premier, conçu notre discipline comme une science distincte, c'est que, sur ce point fondamental, il peut paraître que la pratique des sociologues s'est orientée en un sens opposé. Nous ne songeons pas seulement à la spécialisation croissante des recherches poursuivies en ce domaine. Mais, de plus en plus, on s'est proposé de déterminer des relations de causalité partielles, au lieu de partir d'une vue générale des fonctions de la société. Lorsqu'on cherche à expliquer les parties, les faits et liaisons particulières, par une vue de l'ensemble, ne s'expose-t-on pas à introduire d'abord dans la science des considérations de finalité ? Pour prendre une comparaison dans la biologie, n'a-t-on pas dû commencer par étudier la propriété des globules rouges de fixer l'oxygène de l'air, et que nous aurait appris à cet égard une réflexion sur la fonction de la vie en général, et sur la disposition de l'organisme, sans laquelle sans doute cette propriété n'aurait pas lieu, mais qui ne l'explique pas ² ? N'est-ce pas une garantie contre le finalisme, que de s'en tenir à des lois partielles de causalité efficiente, et d'expliquer chaque phénomène à part, en renonçant, au moins provisoirement, à rendre compte de l'ensemble dont il fait partie ?

premières, individuelles ; les secondes, tribales) dans beaucoup de sociétés non civilisées. Voir R. Hertz, « Contribution à une étude sur la représentation collective de la mort », *Année sociologique*, 9, 1905-1906, paru en 1907, pp. 48-137. Recueilli dans : *Mélanges de folklore et d'histoire des religions*, du même, 1929 (Travaux de l'Année sociologique). Mais, et sans qu'il suffise qu'il y ait deux obsèques pour que le fait soit quantifié, n'oublions pas qu'il s'agit ici de tribus de structure complexe, dont il y a lieu de compter les clans, qu'il faudrait aussi compter les assistants, mesurer les degrés de parenté, les intervalles de temps observés entre les obsèques individuelles et collectives en moyenne, et que la relation étudiée se prêterait d'autant plus à une explication scientifique que tous ces éléments auront été déterminés avec une précision plus approchée.

¹ *Cours de philosophie positive*, vol. IV, p. 255 sq.

² Nous empruntons cet exemple au livre de R. Lacombe, *La méthode sociologique de Durkheim. Étude critique*, Paris, p. 97. L'auteur pense qu'il n'est guère possible, pour expliquer les fonctions biologiques, de ne point considérer leur utilité ou leur raison d'être. Nous retenons l'exemple, sans avoir à nous prononcer sur le rôle du principe de finalité en biologie.

Cependant un fait nous frappe d'abord : c'est que l'observation sociologique s'applique et ne peut s'appliquer qu'à des ensembles, et que, de ces ensembles même, nous ne reconnaissons qu'ils existent, et nous ne pouvons les définir qu'au moment où ils nous paraissent soumis à des lois.

Lorsqu'on dit que le mariage est un fait social, on peut l'entendre en plusieurs sens, soit qu'on fixe son attention sur la forme même de l'institution, soit qu'on pense plutôt aux forces collectives qui déterminent dans une société donnée ce qu'on appelle le taux de nuptialité. Tenons-nous-en à ce second aspect. La proportion des mariages a-t-elle une réalité comme telle, c'est-à-dire en tant que fait collectif ? Passons en revue un certain nombre, au moins, des personnes qui, dans un pays et en une année, décident de se marier ? N'est-il pas vrai qu'autant nous en examinerons, autant nous serons amenés à distinguer de circonstances individuelles ? Ce que nous appelons : fait collectif, n'est-il pas simplement la moyenne d'un grand nombre de faits individuels, dont chacun n'est que l'application, dans un cas particulier, des lois générales de la nature humaine ?

Cependant on a constaté que, dans un même pays, cette moyenne varie en même temps que le mouvement du commerce extérieur, c'est-à-dire en même temps que le montant des importations et des exportations par tête dans le même pays ¹. Sans doute, il semble qu'on aurait pu prévoir que, lorsque les perspectives économiques sont favorables, on plus grand nombre de gens en âge de se marier n'hésitent pas à fonder un ménage. Cependant il serait bien impossible de formuler une prévision certaine à cet égard dans chaque cas individuel, parce que les influences auxquelles est soumis chaque individu sont à la fois nombreuses et difficiles à calculer. Chacun d'eux tient compte non seulement de sa situation personnelle, mais encore de l'opinion touchant la conjoncture. C'est l'action de cette dernière, c'est-à-dire d'une représentation collective, que nous révèle la statistique, et il est bien vrai que nous ne pourrions l'atteindre d'aucune autre façon. Or, du moment que la moyenne des mariages dans le groupe varie en même temps et dans le même sens que cette représentation, c'est qu'elle est elle-même un fait social, qui n'est réalisé que dans le groupe, et non dans tel ou tel individu pris à part. C'est donc la loi, le rapport constaté qui nous conduit à reconnaître l'existence d'une tendance collective au mariage. Or le rapport est plus complexe que chacun des termes entre lesquels il est établi ; nous sommes donc allé ici du plus complexe au moins complexe.

¹ Dans ses *Elements of statistics*, 21^e édition 1902, p. 175, M. Bowley a comparé les courbes qui représentent les mouvements de ces deux faits en Angleterre de 1860 à 1895, et constaté qu'il y avait entre l'une et l'autre une étroite ressemblance. « Quand, dit-il, les exportations et les importations augmentent de valeur, le commerce est stimulé, et, malgré la hausse des prix, les personnes en âge de se marier espèrent avec confiance que la prospérité durera, et que les prix baisseront. Mais, quand les prix baissent, les profits et revenus baissent aussi, et les gens en âge de se marier sont plus prudents » et hésitent à fonder un ménage. M. Wagemann, l'ancien président de l'Office de statistique du Reich, dans un ouvrage récent intitulé : *Introduction à la théorie du mouvement des affaires*, Nouvelle Bibliothèque économique, Paris, Alcan, 1932, étudiant l'histoire du rythme des affaires en Allemagne de 1825 à 1913 (p. 40), n'hésite pas à considérer que la « série des données les plus importantes, pour l'étude du mouvement d'ensemble de l'économie allemande, qui nous soient accessibles, est fournie par la statistique des mariages... Elle semble refléter assez bien les variations du revenu réel, car la possibilité de contracter des mariages est en rapport avec le bien-être de la population ».

On ferait une remarque analogue au sujet de tous les faits dits sociaux. Ils ne se révèlent et ne prennent corps en quelque sorte sous nos yeux, qu'à l'occasion des lois auxquelles nous reconnaissons qu'ils sont soumis. Par exemple, à ceux qui croient que le suicide n'est pas un fait collectif, mais qu'il n'y a ici que des cas individuels, quel meilleur argument opposer que l'existence même des lois sociales du suicide ? Si le nombre de suicides varie régulièrement suivant la structure et les caractéristiques des groupes, et d'une façon que l'étude des cas individuels n'aurait pas permis de prévoir, n'est-ce pas la preuve que les individus qui se donnent la mort volontairement obéissent à des forces qui les dépassent, et que ces forces sont de nature sociale ? C'est ce qu'après Durkheim nous avons essayé d'établir ¹. Mais, lorsque M. Simiand, tout récemment, s'est proposé de déterminer le mouvement global du salaire en France, on pouvait lui objecter qu'il y a salaires et salaires, que chaque métier, chaque région, chaque industrie est à envisager ici comme un cas ou un ensemble de cas particuliers. Comment a-t-il réussi cependant à montrer que cette notion du salaire global en France correspondait bien à une réalité ? Par la démonstration qu'il existe bien une loi suivant laquelle varie le salaire en général, qui s'aperçoit suffisamment à travers les mouvements partiels du salaire, et qui explique ce qui leur est commun ². Ajoutez que tous les rapports essentiels qu'il a reconnus entre salaire et prix, salaire et profit, salaire et monnaie, s'établissent entre ces divers éléments et le mouvement global du salaire. C'est la preuve qu'au-dessus et au-delà des salaires particuliers il y a bien un salaire collectif. Ici encore la reconnaissance de la loi a précédé la découverte du fait.

Tel est, en sociologie, le rapport entre la loi et le fait. Mais venons-en à la loi elle-même. Nous allons nous demander, ici encore, s'il est possible d'établir d'abord, comme en physique, des lois à la fois partielles et simples, en faisant abstraction de l'ensemble, quitte à le retrouver ensuite par voie de complication progressive, sans que d'ailleurs, dans ces combinaisons, la forme des lois d'abord trouvées ait à être modifiée en elle-même, ou si au contraire, pour l'établissement même de la loi, il n'est pas nécessaire de tenir compte de l'ensemble.

Dans les sciences physiques, on cherche le plus souvent à mettre en lumière l'action qu'un facteur, et un seul, exerce sur le fait qu'on étudie, et, par conséquent, à éliminer tous les autres. Ce n'est que lorsqu'on a réussi qu'on peut formuler une loi. Dans les sciences sociales, il y a des facteurs qui ne changent pas, tandis que ceux qu'on étudie se transforment ; il y a bien toute une partie de la vie du groupe dont on peut faire abstraction, parce qu'entre elle et notre phénomène nous ne pouvons relever aucun rapport de variation concomitante. Mais il y en a beaucoup aussi qui sont cependant à considérer parce qu'ils sont en liaison plus ou moins directe avec ceux que nous appe-

¹ Voir : Émile Durkheim, *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, Alcan, 1897, nouvelle édition (sans changement) 1930; et notre livre, *Les causes du suicide*, Paris, Alcan, 1930.

² F. Simiand, *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de théorie expérimentale du salaire*, Paris, Alcan, 1932, 3 vol. Voir notre étude sur cet ouvrage : « Une théorie expérimentale du salaire », *Revue philosophique*, novembre-décembre 1932, p. 323-263. Voir surtout, de M. Simiand encore : *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris, Les Éditions Domat-Montchrestien, 1932.

lons la série des causes et la série des effets (dans l'hypothèse où nous avons pu reconnaître une liaison plus directe entre deux séries). Ils subissent en quelque mesure l'influence des variations qui se produisent dans l'une ou l'autre de ces deux séries, et, comme ils représentent eux-mêmes les conditions dans lesquelles elles se développent, du moment qu'elles sont modifiées par ce développement, celui-ci, aux périodes suivantes, ne se produira pas dans les mêmes conditions. Songeons à un homme qui gravit une pente : il y a un rapport direct entre l'énergie qu'il dépense et la hauteur dont il s'élève ; mais il faut tenir compte de ce que, progressivement, l'exercice entraîne ou bien une stimulation, ou bien la fatigue, si bien que la marche se précipite ou se ralentit, et qu'un même mouvement entraîne un effort plus ou moins grand, et de ce qu'à mesure qu'on s'élève la nature du sol change, par exemple la terre devient plus meuble, ou l'inverse, si bien qu'à chaque effort correspond une translation plus ou moins grande. Tout cet ensemble de conditions réagit sur la relation entre l'énergie dépensée et la hauteur dont on s'élève, et cette réaction est variable, suivant les périodes considérées, précisément parce qu'elle est modifiée elle-même par le mouvement déjà accompli. C'est bien là, d'ailleurs, le caractère de tout ensemble organique : qu'on y assigne ce qu'on appellera la cause d'un fait ou d'une succession de faits d'un certain ordre. La cause exerce son action dans certaines circonstances, ici dans une constitution organique qui est telle à un moment donné. Mais l'action de cette cause ne peut s'exercer sans que la constitution organique ne soit modifiée, si bien que, pour mesurer cette action, et en bien saisir le caractère, il ne suffit pas d'observer le mouvement de la cause et de l'effet, il faut suivre encore toutes les séries de circonstances liées à ces mouvements, reconnaître comment elles changent, et comment le mouvement en est affecté.

Reprenons les exemples déjà examinés. Il y a, disions-nous, un rapport entre le mouvement du commerce extérieur et le nombre des mariages. En réalité, ce qu'on a constaté principalement, c'est que les crises économiques paraissent entraîner une diminution temporaire des mariages¹. Mais trouverait-on qu'il en est de même lorsque l'on traverse une période de dépression de longue durée ? Ici il faudra sans doute étudier séparément les paysans, les habitants des villes, et, parmi ceux-ci, les petits entrepreneurs ou artisans, et les ouvriers d'usine. Supposons que, quant au mariage, ces diverses classes réagissent différemment, en période de dépression. Naturellement le résultat total variera suivant la proportion de chacune de ces classes à la population. Mais il se trouve qu'en période de dépression aussi on a constaté que cette proportion varie, et, par exemple, que celle des ouvriers de grandes industries augmente. Ainsi, les variations dans le mouvement du commerce extérieur exerce bien une action sur le nombre des mariages. Mais cette action s'exerce dans des conditions telles qu'elle n'est pas la même, au total, suivant que varie l'importance des différentes classes sociales. Or cette dernière condition est

¹ Le rapport précis reconnu entre le mouvement des affaires et celui des mariages ne se constate que dans des conditions déterminées de temps (et, sans doute, de lieu). Bowley l'a relevé en Angleterre, à partir de 1860, mais il rappelle que, dans la première moitié du siècle, c'est avec le prix du blé que la proportion des mariages était en rapport, et en rapport inverse : quand ce prix augmentait, la proportion des mariages diminuait et inversement. C'est qu'alors le blé était le principal objet de dépense pour la classe ouvrière. A présent que le blé est bon marché, et que les salaires ont augmenté, un changement dans le prix du pain n'exerce plus une grande influence. C'est la prospérité générale du pays, telle qu'elle résulte du montant de son commerce extérieur, qui importe surtout désormais : c'est sur elle que se règle maintenant la proportion des mariages.

modifiée par le mouvement du commerce extérieur, ou par le mouvement des prix, et de ce changement possible il doit donc être tenu compte, dans l'établissement de notre loi.

Mais il faut considérer aussi la composition ou la consistance moyenne des revenus. Le statisticien Legoyt a fait autrefois cette remarque curieuse, que, lorsque les décès augmentent, par exemple pour cause d'épidémie, l'année suivante les mariages augmentent nettement. Est-ce parce qu'il y a alors beaucoup de veufs et de veuves qui sont pressés de se remarier ? Non, mais, par suite du décès de leurs parents, et même d'un seul d'entre eux, beaucoup d'enfants héritent : cet héritage, si modeste soit-il, et quand bien même il ne consisterait qu'en meubles et linge, leur permet cependant de s'installer ¹. Plus généralement, la proportion des mariages varie surtout, sans doute, en rapport avec les perspectives d'avenir, mais aussi avec les ressources dès maintenant disponibles. Ainsi le mouvement des revenus paraît bien conditionner l'idée qu'on se fait de l'avenir économique, l'attente qu'on en a, et cette condition varie d'ailleurs sous l'influence de la cause elle-même, c'est-à-dire du mouvement du commerce extérieur. On est donc amené à considérer comme les éléments d'un tout complexe ces séries (et d'autres encore), puisque l'espérance que la conjoncture restera favorable détermine au mariage des garçons et des filles titulaires de revenus et possesseurs de biens, et dont la confiance se fonde aussi, en partie, sur ces biens et ces revenus. Que cette condition change, comment l'action de la cause, du mouvement des affaires, sur le mariage, n'en serait-elle pas modifiée ?

L'étude des lois sociologiques du suicide appellerait des remarques du même genre. On sait que les premiers auteurs qui ont observé ce phénomène, et en particulier Durkheim, ont attiré d'abord l'attention sur le rapport qui se manifeste très nettement entre la proportion des suicides et, d'une part, la confession religieuse (les protestants se tuant plus que les catholiques), d'autre part l'état civil des suicidés (les suicides étant plus nombreux parmi les célibataires que dans le groupe des gens mariés, et diminuant à mesure qu'augmente le nombre des enfants). Les lois qu'on pouvait ainsi formuler ressemblaient beaucoup aux lois des sciences physiques. C'étaient bien des rapports établis entre deux séries de faits isolés de tous les autres : suicide et confession religieuse, suicide et état civil. On faisait abstraction de tous les autres caractères, soit qu'ils fussent supposés les mêmes, ou qu'on admit que leurs variations n'exerçaient point d'influence visible sur ceux que l'on retenait.

Pourtant, la confession religieuse et l'organisation de la famille nous ont paru n'être que des aspects d'une réalité bien plus complexe. Dans les pays de confessions mixtes, les protestants sont proportionnellement plus nombreux dans les villes, et les catholiques à la campagne. D'autre part, il y a des raisons de penser que les traditions et coutumes familiales, ce que l'on peut appeler l'esprit de famille, est demeuré plus intact, a mieux conservé son emprise sur les hommes, dans les groupes de paysans que dans les communautés urbaines. C'est pourquoi il y avait lieu de rechercher si la cause véritable des variations quant à la proportion des suicides observés dans les divers groupes, distingués suivant la religion, ou la composition de la famille, n'était pas que les uns et

¹ Legoyt, *La France et l'étranger*, t. I, p. 499 sq.

les autres se confondaient, du moins en partie, avec des sociétés plus larges et moins simples : communautés paysannes et communautés urbaines.

Mais, du même coup, la loi nouvelle où l'on s'élevait présentait un tout autre caractère que les précédentes. Le suicide était mis en rapport non pas avec une série de faits homogènes, obtenue par abstraction, mais avec une structure sociale, avec une évolution qui portait sur un ensemble d'institutions et de coutumes collectives très diverses. Certes, les premières lois, plus simples, subsistaient dans leur forme plus précise. C'est en s'appuyant sur elles qu'on s'était orienté vers une loi plus large. Il n'en est pas moins vrai que, dans la loi nouvelle, il était tenu compte d'autres conditions ou facteurs, dont l'action sur le phénomène devait être reconnue pour qu'on pût réellement le comprendre en sa complexité. Posez, en effet, le genre de vie industriel et urbain. Il n'a pas seulement pour effet d'affaiblir les grands ressorts traditionnels, religion et famille, qui agissent comme deux freins puissants sur la tendance à se détruire. Mais en outre, dans les milieux urbains, la vie se complique, et les occasions de suicide se multiplient. Durkheim réservait le nom de cause aux facteurs religieux et familiaux. Il ne voyait dans les occasions ou motifs que des conditions qu'il croyait peu variables. En réalité, le nombre de celles-ci et la force de ceux-là résultent à la fois du genre de vie, paysan ou urbain. Bien plus : il se peut que la complication de la vie contribue à transformer les croyances et coutumes liées à l'institution religieuse comme à l'organisation familiale. C'est ce mécanisme que la loi nouvelle exprime, et qu'elle nous aide à comprendre, parce qu'elle n'en laisse échapper aucune partie ¹.

Forme complexe, extension progressive : c'est à ces deux conditions qu'une loi sociologique exprimera l'ensemble de causes et de circonstances qui déterminent les variations d'un fait, et leur ordre de succession. La théorie expérimentale du salaire, formulée par M. Simiand, nous présente à cet égard le meilleur exemple. Il y a longtemps qu'on a cherché quels rapports existent, d'une part entre les salaires et les prix, d'autre part entre les salaires et les profits : puisque profits et salaires s'imputent sur le prix, rien n'était plus naturel de supposer que les mouvements de ces divers éléments se conditionnent. De là des lois et ébauches de lois telles, encore, que celles qu'on obtient en physique. M. Simiand, lui aussi, a dégagé des rapports du même genre : il a reconnu que, quand les prix augmentent, les salaires et les profits augmentent aussi, et, quand les prix baissent, qu'ils baissent ou, en tout cas, n'augmentent plus. Est-ce là cependant un type de loi satisfaisant, et qui représente bien la réalité, ici les mouvements du salaire et toutes les causes et conditions qui le déterminent ?

M. Simiand est remonté au mouvement d'accroissement des métaux précieux ou plus généralement des moyens monétaires, comme au facteur dont les variations paraissent déterminer celles des prix, des salaires et des profits, mais, du même coup, c'est avec la structure et l'évolution de la vie économique qu'il mettait en rapport ces trois catégories de faits. En effet, le rapport entre les prix et la monnaie n'est pas simple : il n'est pas mécanique ou automatique. Ce n'est pas un rapport entre des choses physiques et uniquement mesurables : quantité de marchandises, et quantité de monnaie en métal

¹ Voir notre livre cité plus haut.

ou en papier, mais entre des groupes humains, industriels, ouvriers, marchands, etc.

C'est ce qui explique l'importance de la monnaie. En effet, d'une part, c'est sur la monnaie que repose tout l'édifice du crédit qui détermine l'activité, et élargit ou resserre la perspective, pour certains de ces groupes ; la monnaie n'entraîne donc pas seulement, par ses variations, des mouvements de prix, mais aussi des changements dans les quantités produites (nombre et rendement des entreprises), qui réagissent sur les salaires et les profits. D'autre part, et pour des raisons de psychologie collective, c'est à la monnaie que les groupes se réfèrent pour apprécier salaires et profits, et leur attitude à cet égard n'est pas la même suivant qu'on est en période d'accélération ou de ralentissement dans l'afflux de moyens monétaires. En particulier, salaires et profits résistent à la baisse, et obligent à des efforts techniques en vue d'accroître le rendement, parce qu'ouvriers et patrons s'attachent au montant monétaire de leur revenu, tel qu'il était en période de haut prix. C'est donc le signe que non seulement l'état actuel, mais encore, l'état monétaire ancien agit, par ces représentations subsistantes, sur le mouvement des profits, des prix, et aussi sur la production. Ainsi, par le genre de représentations qu'elle détermine dans les groupes, et parce qu'elle est l'agent commun de liaison de toutes les activités économiques, on peut dire que *les mouvements de la monnaie expriment et embrassent l'évolution économique dans son ensemble*. En rattachant les mouvements du salaire à cette cause, c'est à tout le système complexe des échanges, de la production, de la répartition, tel qu'il se développe en grandes phases, qu'on l'a mis en rapport.

A mesure qu'une loi sociologique s'élargit ainsi jusqu'à représenter les transformations successives de tout un ensemble complexe, à mesure, en ce sens, qu'elle couvre une plus grande part de la réalité, on peut se demander si elle conserve la propriété (sans laquelle elle ne serait plus une loi, sans laquelle il n'est même pas certain qu'elle se prête à une vérification) de s'appliquer à des mouvements ou à une succession de mouvements qui se répètent. Une loi simple, par exemple la loi de l'offre et de la demande, ou un rapport de variation régulière, proportionnelle et concomitante entre le salaire et le prix, si on a pu l'établir, est valable pour toutes les sociétés et pour tous les états d'une même société. Mais en est-il de même d'une loi qui porte sur un ensemble que nous pouvons appeler organique ? Si le propre d'une société est de se trouver modifiée d'une façon durable, dans ses tendances et représentations, dans son activité aussi, au sortir d'une phase de hausse des prix, la phase de baisse ne peut être simplement l'inverse de celle-ci. Elle en diffère, mais, en même temps, elle consolide une part des résultats acquis pendant la hausse : l'organisme économique n'est plus ce qu'il était avant la hausse. En d'autres termes, l'évolution d'un ensemble *n'est pas réversible*.

Mais cela n'est nullement un obstacle à ce qu'on ramène à l'unité d'une loi cet ensemble de mouvements, si, à travers cette évolution complexe, on peut apercevoir une succession de *phases* qui se reproduisent à intervalles plus ou moins longs dans le même ordre. Or c'est bien, semble-t-il, la condition de toute vie organique, de se développer par phases alternées de ce genre. S'il en était autrement, ou bien l'organisme ne changerait pas, et ne se distinguerait plus d'un mécanisme inerte ; ou bien, changeant toujours dans le même sens, il en viendrait vite à se décomposer et se détruire. Considérons maintenant un

homme ou un animal qui passe par une alternance régulière d'heures où il dort, et d'heures où il veille. On pourrait croire que le sommeil est l'inverse de la veille. Pourtant, regardons-y de plus près. D'abord il y a bien des fonctions qui se continuent sans changement appréciable de l'un à l'autre. D'autre part, pendant le sommeil, on ne repasse point, dans l'ordre inverse, par la même suite d'états organiques qu'on a traversés pendant la veille. Mais, surtout, imaginons un animal qui ne vive que quelques semaines, ou quelques jours. A travers ces périodes de veille et de sommeil, c'est d'un mouvement continu qu'il passe par les grandes phases successives de l'évolution individuelle qui mènent de la naissance à la mort. Si nous regardons cette marche comme un progrès ou un processus continu, on peut dire que le sommeil, qui représente une des parties du chemin, s'explique par l'étape précédente, qui est la veille, et réciproquement, et chaque phase consolide à sa manière une part des gains (ou des pertes) acquis (ou supportés) dans la phase antérieure. Ainsi, c'est bien une évolution irréversible. Pourtant, il y a une répétition des mêmes liaisons entre les diverses activités fonctionnelles, au cours de deux phases successives, et il est possible d'exprimer l'ensemble de ces liaisons par une loi d'ailleurs complexe, qui s'applique au sommeil, à la veille, et à leur succession.

Ce n'est là qu'une comparaison. Mais jetons un coup d'œil sur les principaux aspects de la vie sociale. Si le tableau riche en contrastes que développe devant nous l'histoire nous donne l'impression kaléidoscopique d'une suite de scènes toujours nouvelles, c'est que les historiens prennent les faits sous leur forme concrète et s'attachent surtout aux différences. Nous serions-nous doutés, avant les recherches de M. Simiand, qu'à travers les 150 dernières années, et peut-être avant, se déroulent quelques grandes phases de longue durée, qui rythment le cours des événements économiques et d'autres faits sociaux encore ? Au reste, M. Simiand a retenu surtout les alternances qui correspondaient aux grandes variations du salaire global. Il en est sans doute beaucoup d'autres qui apparaîtraient dans les mouvements de la population, des naissances, des mariages, des principaux faits de la vie morale, si l'on pouvait les suivre sur des périodes assez étendues, et surtout dans des ensembles sociaux assez indépendants et assez homogènes. Comme la vie économique, la vie politique et la vie religieuse passent par des phases. Il n'est guère d'institution dont on ne puisse dire qu'elle marque le sommet d'une courbe, puisqu'il a bien fallu qu'elle naisse, qu'on s'y habitue progressivement, et puisque, progressivement aussi, il faut bien qu'elle se transforme et disparaisse, pour être remplacée par une autre. Toutes ces phases ont ce caractère que l'une diffère de l'autre, que cependant elle n'en est pas l'inverse, et qu'elle trouve en elle ses conditions et sa raison d'être. En tout cas, puisqu'elles se reproduisent l'une et l'autre, suivant le même ordre, dans des sociétés différentes, ou dans la même société, on trouve bien dans la vie sociale des répétitions de mouvements, d'ailleurs complexes et liés, et il serait donc possible de les exprimer par des lois.

Il ne suffit pas cependant qu'une loi sociologique porte sur l'évolution d'un ensemble complexe. Encore faut-il que cette évolution puisse être représentée, dans sa totalité, sous une formule générale. Car « il n'y a de loi que du général ».

Supposons que, certaines conditions étant données, une évolution se produise. Il se peut que ces conditions ne se reproduisent pas : quelle garantie aurons-nous alors qu'il y a bien une loi ? Il se peut, aussi, que les mêmes conditions se reproduisent, mais qu'elles ne soient pas toutes de nature sociale : rien ne nous prouvera, alors, que ce n'est pas l'influence de ces conditions non sociales, exercée pendant toute l'expérience, qui explique les régularités observées. Le déterminisme social apparent serait alors suspendu à un déterminisme physique véritable. Bien plus, la rencontre d'un fait social et d'un fait physique, quand bien même elle se répéterait, demeurerait contingente. C'est *un événement*, qui rentre plus ou moins dans la catégorie des faits de hasard. Une loi sociologique établie dans ces conditions ne vaut donc, dirait-on, que pour la période qui commence avec cet événement et se termine avec ses conséquences. C'est une loi « particulière », du type des explications historiques. Ce n'est ni une loi physique, ni une loi de la société en général.

Toute société occupe une partie de l'espace. Elle comprend des hommes qui développent une vie organique. Elle se trouve donc soumise à un ensemble d'actions physiques et biologiques. Dans la mesure où ces actions demeurent *constantes*, il n'y a pas à en tenir compte en sociologie, lorsqu'on recherche la cause des *variations* de tels ou tels faits sociaux. En est-il de même, lorsque ces actions physiques se transforment ?

Reprenons nos exemples.

1° Nous avons dit que la tendance au suicide se présente comme un caractère de groupe, et que ses variations sont des faits sociaux qu'on peut expliquer par la structure et le fonctionnement de la société en tel ou tel état ou dans telle ou telle phase de son évolution. Mais alors même que tous ceux qui se suicident ne seraient pas atteints de maladies mentales, on a pu soutenir que le plus grand nombre des suicides s'expliquaient par des troubles mentaux. Voici donc un fait social qui résulterait, au moins pour une part, de causes d'ordre biologique. On pourrait dire également que, si le sociologue constate qu'il y a un rapport entre le taux de la mortalité et le degré de l'entassement, cette loi sociologique ne s'applique que parce que le microbe de la tuberculose existe, et qu'elle est donc surbordonnée à des circonstances organiques. De même, on dira : s'il y a un rapport entre le degré de complication de la vie sociale et la proportion des suicides, cette autre loi sociologique ne s'applique que parce qu'il y a des maladies mentales ; elle aussi dépend de conditions biologiques.

Il nous est difficile, cependant, d'admettre qu'un fait biologique, comme tel, puisse être la cause d'un fait social. Mais remarquons que, quand nous qualifions un, fait de biologique, nous fixons peut-être notre attention sur un de ses caractères, mais qu'il en a d'autres, et qu'on peut l'analyser autrement. Partons du point de vue sociologique, et, cherchons si, par un de ces autres caractères, le fait en question, bien qu'il se présente sous la forme particulière d'une maladie mentale, ne pourrait pas être rattaché à une catégorie d'actions plus générales, définies d'ailleurs en termes sociaux. Ce qui nous intéresse ici, dans la maladie mentale, c'est qu'elle produise le même effet que d'autres causes particulières du siècle : ruine, perte d'argent, deuil, déception de carrière, peine de cœur, etc. Peut-on envisager tous ces faits particuliers d'un point de vue commun, de façon à dégager le genre d'action sociale qu'ils

exercent ? Il suffit d'observer que ce qui se réalise dans tous ces cas, si l'on s'en tient aux rapports de l'homme qui s'y trouve avec la société dont il fait partie, c'est qu'il se sent brusquement isolé, c'est qu'un sentiment insupportable de solitude s'impose à lui. Que ce sentiment résulte d'un fait biologique, tel qu'une maladie mentale, ou d'un fait non biologique, cela n'a pas d'importance pour le sociologue, qui n'a pas à remonter au-delà de la propriété qu'ont tous ces faits d'isoler l'individu de la société. De cette manière, il n'est plus question d'introduire, dans le réseau des relations sociales, un facteur physique ou biologique. Il y a, d'ailleurs, toutes raisons de penser que, du moment qu'ils peuvent être exprimés en termes purement sociaux, ces faits, en tant qu'ils affectent la société, s'expliquent aussi par des causes purement sociales : ainsi, le système des faits sociaux où ils sont compris se présente, par rapport aux autres ordres de faits de la nature inerte ou organique, comme un tout indépendant.

2° Nous avons pris, comme autre exemple, le rapport constaté entre les crises économiques et les variations du taux de nuptialité. Or, un économiste statisticien d'Amérique a repris la tentative, faite autrefois par Stanley Jevons, d'expliquer les crises cycliques commerciales par le retour régulier d'un phénomène astronomique, tel que la multiplication des taches du soleil (c'est la thèse de Jevons), ici tel que les mouvements de Vénus par rapport à la terre et au soleil ¹. Ainsi le mouvement du commerce serait en rapport avec celui des astres. Il est vrai qu'il y a des intermédiaires, également physiques : ici le régime des pluies, le mouvement des récoltes principales. Arrêtons-nous à ce dernier. L'abondance ou la pauvreté des récoltes paraissent bien résulter des conditions météorologiques annuelles. Pourtant, ce qui nous intéresse dans le mouvement des récoltes, ce n'est pas le phénomène physique en lui-même, mais plutôt la diminution dans l'offre des grains, et la hausse de leur prix, ou l'inverse, c'est-à-dire les réactions économiques des groupes humains, qui se produisent à l'occasion de ces phénomènes physiques, mais qui pourraient aussi se produire en leur absence, à condition que la raréfaction ou l'augmentation des grains soit obtenue autrement. Après tout, on peut expliquer l'accroissement (ou la diminution) des grains sur le marché par l'extension des cultures, qui suppose une population accrue, ou une part plus grande de la population portée vers l'agriculture, ou plus de capitaux engagés dans la terre, ou une extension et un perfectionnement des machines agricoles, sans compter le rôle que peuvent jouer (ou ne pas jouer) des organisations qui stockent les grains en excédent, pour les écouler dans les années mauvaises. Ainsi, il se peut que les crises économiques résultent en fait des circonstances météorologiques qui modifient le rendement des récoltes. Mais comme l'effet économique serait exactement le même si ce rendement avait été modifié par intervention volontaire des agents et groupes humains, la forme sous laquelle cette variation a été produite est sans intérêt pour le sociologue, qui s'arrête à la variation elle-même : ici encore le système social n'est point subordonné à un déterminisme physique. Nous pouvons dire encore qu'envisagée dans son aspect social la variation dans les quantités mises sur le marché n'est qu'un fait social, qui doit pouvoir être expliqué par des causes purement sociales aussi.

¹ H. L. Moore, *Generating economic cycles*, New York, Macmillan, 1923. Voir le compte rendu de cet ouvrage par M. Simiand, dans *l'Année sociologique*, nouvelle série, 1 (1923-1924), fasc. 4, p. 806. M. Moore ne s'est occupé que du mouvement des récoltes et des crises agricoles.

Venons-en à l'exemple, le plus frappant peut-être à cet égard, d'une recherche de loi en sociologie qui paraît en venir à mettre en rapport tout un ensemble de liaisons économiques et sociales, et l'évolution qu'elles déterminent dans le temps, avec un fait physique bien caractérisé. D'après M. Simiand, les variations des prix, des profits, des salaires, et de beaucoup d'autres éléments encore, sont conditionnées par le taux d'accroissement des moyens monétaires disponibles. Mais ce taux d'accroissement résulte lui-même des quantités de métal précieux extraites, c'est-à-dire de l'existence, en des endroits où elles puissent être découvertes par les hommes au moment utile, ou, en cas de besoin pressant, de mines d'or ou d'argent, c'est-à-dire enfin d'une cause proprement physique. Peut-on parler ici de causalité et de loi purement sociale, puisqu'un des termes du rapport est une circonstance matérielle ? Et, pour expliquer, n'est-on pas obligé de sortir du système des liaisons sociales, pour le replacer, ainsi que tous ceux qui sont du même genre, dans un système de faits matériels qui peuvent être soumis à une loi de distribution ou de répétition, mais à une loi physique, et qui, d'ailleurs, dans leur distribution, n'obéissent peut-être à aucune loi ?

Remarquons bien, ici, le point essentiel qui fait difficulté. C'est, comme l'a dit M. Simiand, que la découverte de mines d'or en un lieu de l'espace, en un moment du temps, est ce qu'on peut appeler un fait « événementiel », c'est-à-dire un fait qui aurait pu ne pas se produire, et qui, en tout cas, ne résulte pas nécessairement du groupe social lui-même, de sa structure et de ses tendances. Dès lors, d'un rapport ou un ensemble de rapports dans lequel tel fait de ce genre est compris, on ne peut tirer une loi générale. De même, si, dans le mécanisme biologique de la reproduction, devait intervenir un facteur physique sur lequel l'organisme lui-même n'aurait aucune prise, on ne pourrait énoncer la loi que la reproduction est un caractère constant et nécessaire de la vie.

C'est pourquoi M. Simiand s'est efforcé d'établir que l'introduction de métaux précieux en quantité suffisante dans le courant de la circulation économique n'était pas le seul moyen d'accroître les disponibilités monétaires, et que, dans certaines limites au moins, l'émission de papier-monnaie, qui dépend de la société, produisait le même effet. Ici encore, nous n'avons pas besoin de remonter au-delà du fait social pur et simple qu'est l'accroissement des moyens monétaires. C'est cet accroissement en lui-même, quelle que soit la forme sous laquelle il s'opère, qui importe. C'est une condition que nous devons exprimer sous une forme aussi générale que possible. Si nous nous attachions aux formes particulières qu'il a prises au cours de l'histoire, nous n'apercevions pas la fonction qu'il remplit dans la société en général, et nous ne pourrions formuler une loi sociale.

Cette remarque vaut, d'ailleurs, pour toutes les parties de la sociologie. S'agit-il de la famille ? C'est une loi de cette institution qu'on y distingue divers rapports de parenté, en particulier ceux qui lient les enfants aux parents. La continuité de la famille paraît alors conditionnée par un phénomène physiologique, la descendance par le sang. Nous savons cependant que ce rapport de sanguinité importe moins que l'idée ou la croyance que le fils descend du père ou de la mère, ou bien des ancêtres en général, et que l'adoption, fait purement social, produit à cet égard les mêmes effets que la

liaison biologique¹. S'agit-il de l'organisation politique et du gouvernement ? On pensera d'abord que le chef est un homme qui se distingue de tous les autres par certaines propriétés physiques ou cérébrales, et que l'institution d'un gouvernement suppose donc un ensemble de telles conditions organiques chez tel ou tel. Mais nous savons qu'alors même qu'elles ne se rencontreraient point, il sera toujours possible au groupe d'attribuer fictivement à tel de ses membres ces qualités qui fondent l'autorité ; le pouvoir politique est une création du groupe, et non le résultat d'une action physique ou organique qui lui serait extérieure. C'est ainsi que la monnaie ne crée pas le crédit et la confiance en raison de ses propriétés physiques. Mais le groupe crée de la monnaie dans la mesure où il sent en lui des réserves de confiance diffuses et pourtant effectives, qu'il a besoin seulement de concrétiser.

Ainsi, nous reconnâtrions une certaine valeur méthodologique au précepte formulé par Auguste Comte, et que nous avons rappelé au début, savoir qu'en sociologie, à la différence de la marche suivie dans les sciences physiques, il faut partir de l'ensemble pour aller aux parties. Mais il faut préciser ce que nous entendons par ensemble. Ce qui est donné n'est pas une société unique, la Société, mais des groupes. Ceux-ci suivant les relations qui s'établissent entre eux, peuvent constituer divers ensembles. Ces ensembles ont d'ailleurs une certaine indépendance l'un par rapport à l'autre : c'est ce qu'on exprime en disant qu'il y a des évolutions politiques, religieuses, économiques, etc., qui doivent être distinguées et étudiées séparément. Prenons maintenant un de ces ensembles, dans un pays, et durant une période ou une succession de périodes continues. Il est visible que les groupes qu'il comprend, dans leurs démarches et réactions, sont liés les uns aux autres, que leurs mouvements s'enchaînent, et que de ces mouvements mêmes et de leur liaison paraît résulter l'évolution de l'ensemble. Dès lors, on peut sans doute étudier chaque groupe séparément : mais même si l'on détermine ainsi des lois partielles, qui portent sur les démarches de l'un d'entre eux pris à part, comme ces démarches ne se produisent qu'à l'occasion de ses rapports avec quelques autres, et surtout qu'à l'occasion de faits généraux qui affectent l'ensemble des groupes, il faut bien les saisir d'abord et surtout dans leurs liaisons. Nous avons vu qu'en économie politique les facteurs essentiels sont les variations des prix, et surtout des quantités de monnaie en circulation, c'est-à-dire d'éléments qui intéressent l'ensemble des sujets économiques, et non telle ou telle catégorie d'entre eux seulement. En d'autres termes, lorsque ces groupes sont ainsi en rapports, ils sont compris dans un groupe plus large, dans la société économique tout entière. Or, on peut vérifier ici ce que nous disions des représentations collectives : on ne les atteint et elles n'existent dans aucune partie du groupe prise à part, mais dans l'ensemble. De même, une loi d'évolution économique ne se réalise dans aucune démarche d'un groupe partiel, mais dans l'ensemble,

¹ Durkheim a fortement insisté sur ce point dans son cours (inédit) sur la famille, dont quelques fragments ont été publiés : « La famille conjugale » (conclusion du cours sur la famille), reproduit par Marcel Mauss dans la *Revue philosophique*, janvier-février 1921, et « La famille et la parenté d'après Durkheim », dans M. Davy, *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Alcan, 1931, p. 103 sq.

dans les liaisons et dans les successions des démarches de tous les groupes rapprochées et envisagées comme un tout. Comment en serait-il autrement, puisqu'une telle loi prétend formuler les rapports qui lient tous ces termes, et qui sont en partie extérieurs à chacun d'eux ¹ ?

Mais plaçons-nous, à présent, dans le *temps* ? Nous avons dit que les lois sociologiques s'appliquaient à l'évolution de tout un ensemble, c'est-à-dire que ce sont des lois dynamiques. Une évolution sociale se décompose en une série de transformations partielles, et l'on pourrait se demander si, pour connaître l'évolution d'ensemble, il ne conviendrait pas de déterminer d'abord ces mouvements élémentaires, chacun à part, et même, peut-être, chaque état d'équilibre, ce qui reviendrait à constituer la statique avant la dynamique, et à faire d'abord, le plus possible, abstraction du temps ². Mais comment y parviendrait-on dans le domaine des faits sociaux ? Il s'agit ici d'actions qui s'exercent soit d'un groupe sur l'autre, soit, à l'intérieur d'un groupe, d'un de ses éléments sur l'autre. Toute variation sociale est une liaison de mouvements dans le temps, et l'on n'en découvre le sens qu'à condition de la replacer dans l'évolution d'ensemble, qui s'étend à toutes les variations partielles, mais ne se réalise que dans leur réunion, et non dans chacune d'elles prise à part.

Ainsi nous apercevons bien quelle est, en sociologie, l'importance de la considération du temps. Dans une évolution sociale, nous l'avons vu, il faut tenir compte à la fois de ce que le passé se conserve sous une certaine forme, de ce que tous les éléments de la constitution sociale en sont et demeurent modifiés, et de ce que la représentation et l'attente de l'avenir réagit également sur elle. Mais qu'est-ce qu'un ensemble humain capable de se représenter à la fois de ce que le passé se conserve sous une certaine ment qu'une *conscience* ? C'est de ce point de vue purement objectif ou positif, et non d'un point de vue métaphysique ou de psychologie introspective, que nous considérons comme l'objet propre de la sociologie les lois ou relations régulières auxquelles obéissent les consciences collectives.

¹ Parlant de la loi en astronomie et mécanique, M. Mineur considérait l'emploi de la statistique comme une simple méthode « latérale », qui intervient lorsqu'on ne peut observer et mesurer directement les éléments, comme un pis-aller. En sociologie, il serait possible d'observer les éléments, c'est-à-dire les individus. Mais, comme l'a remarqué expressément M. Henri Piéron, l'individu psychologique ne peut être connu avec le degré de précision nécessaire, étant donné que ses démarches et ses états mêmes s'expliquent dans une large mesure par l'ensemble dont il fait partie. C'est donc à l'ensemble qu'il faut s'attacher. La méthode microscopique est impraticable : la méthode macroscopique, ici, n'est pas un pis-aller : c'est la seule qui puisse être appliquée.

² Dans une étude récente intitulée « Contrastes entre les théories économiques et les faits », *Scientia*, mars 1933, un statisticien, qui est en même temps un mathématicien, M. C. Gini, observait qu'en sociologie la dynamique se distinguait de la statique non seulement par l'habitude (qui jouerait ici le même rôle que l'inertie en mécanique dynamique), mais encore par la prévision des conditions futures. En somme, « la différence provient du fait que les éléments de l'économie (et de la sociologie) dynamique sont des hommes, alors que ceux de la mécanique sont des corps inanimés ».